

Canagrex

N'importe quel agriculteur vous dira que le plus grave problème, ce ne sont ni les sauterelles ni le climat, qu'il y ait de la sécheresse ou de la grêle. Ce n'est même pas la commercialisation de son produit, par exemple le genre de culture qu'il peut entreprendre et le prix qu'il en obtiendra, même si la question du prix est importante. Non, le problème numéro un ce sont les taux d'intérêts. J'estime que le gouvernement devrait y réfléchir sérieusement et prendre note des suggestions de l'opposition. Si le ministre se donnait la peine de parler à certains agriculteurs, il constaterait que beaucoup maintenant suivent la rubrique des taux d'intérêt aussi assidûment que les prévisions météorologiques et les conditions du marché car ils sont maintenant plus importants pour la survie de leur entreprise. Les taux d'intérêt sont très importants. Si le ministre voulait se rendre à l'évidence et faire preuve de réalisme, il verrait bien que les agriculteurs bénéficient de taux d'intérêt plus bas aux États-Unis qu'au Canada. Je suis convaincu que si nous voulons accroître nos exportations agricoles, il faut que le gouvernement fasse en sorte que nous payions les mêmes taux d'intérêt.

Pour devenir compétitifs, nous pouvons, deuxièmement, modifier les prix que paient les agriculteurs pour le carburant. Plusieurs d'entre nous ont abordé avec le ministre de l'Agriculture et le ministre des Finances la question de la taxe d'accise, la taxe fédérale sur les carburants qui servent à la production agricole. Nous avons tous reçu des lettres d'exploitants de serres. Nous savons tous à quel point les prix du carburant influent sur les coûts de la production agricole. Les agriculteurs américains paient le carburant moins cher que les agriculteurs canadiens. Si le gouvernement voulait vraiment faire quelque chose pour maintenir notre compétitivité sur les marchés extérieurs, je crois qu'il songerait à réduire la taxe d'accise sur les carburants utilisés par les agriculteurs. Le gouvernement fédéral prélève à l'heure actuelle de 40 à 60 cents le gallon sur le prix de ce carburant. Beaucoup d'entre nous se rappellent avoir payé la moitié moins cher. Quand j'ai commencé en agriculture, il y a environ 25 ans, le carburant coûtait 18, 19 ou 20 cents le gallon. Aujourd'hui, le gouvernement fédéral perçoit deux et trois fois ce montant rien qu'en taxe d'accise.

Ce n'est pas tout; le gouvernement fédéral taxe aussi le gaz naturel, ce qui fait monter le prix des engrais.

A bien des égards, les agriculteurs canadiens, consommateurs de produits du pétrole, sont coincés entre le marteau et l'enclume. En général, les consommateurs paient un prix élevé pour ces produits, mais ici je parle plus précisément des cultivateurs. On nous dit, d'une part, que la hausse des prix doit garantir nos approvisionnements de pétrole canadien, mais d'autre part le gouvernement s'approprie sous forme de redevances une part croissante du prix du pétrole, ce qui est en train de chasser notre industrie du pétrole à l'étranger. Quand je dis que nous sommes pris entre le marteau et l'enclume, j'entends non seulement que nos prix sont élevés, mais aussi que nous sommes en train de réduire la production canadienne. A mon sens, il incombe au gouvernement de veiller à ce que nous puissions continuer à soutenir la concurrence de nos partenaires sur les marchés mondiaux.

A cet égard, pour ce qui est de l'agriculture canadienne, du maintien de notre situation avantageuse au plan des exportations, de nos marchés d'exportation, plusieurs autres facteurs

méritent d'être traités. Entre autres, la façon dont le gouvernement représente les produits agricoles dans la négociation du commerce avec nos partenaires et des obstacles qu'ils y opposent. Sauf erreur, la dernière ronde de négociations tarifaires à Genève s'est terminée en 1979, il y a trois ans environ. A mon avis, nos produits agricoles y ont été mal représentés par le gouvernement actuel. Il suffit de songer aux garanties que nous avons données à nos partenaires relativement aux importations de viande de bœuf au Canada. Parlons du bœuf. L'issue des négociations est telle que la loi sur l'importation de la viande que nous avons adoptée cette session est inutile pour la bonne raison que personne n'a défendu les agriculteurs canadiens à Genève. Si le gouvernement veut sérieusement promouvoir l'exportation des produits agricoles, il devrait mieux défendre l'agriculture canadienne sur le plan des barrières tarifaires.

Le prix initial du blé est de \$4.75 le boisseau, ce qui signifie que, lorsque le producteur livre un boisseau de blé rouge de printemps numéro un, il reçoit de \$4.35 à \$4.40 le boisseau, une fois que l'on a déduit les frais de transport et que l'on a décompté un peu d'argent pour les impuretés et pour la perte de poids. Dans la Communauté économique européenne, le blé se vend environ \$9 le boisseau. Lorsque nous exportons un boisseau de blé vers la Communauté économique européenne pour faire concurrence au blé produit au sein de la Communauté, celle-ci impose un droit ou une taxe d'accise pour porter notre prix au niveau fixé par elle. Si le gouvernement voulait sérieusement aider l'agriculture, il pourrait faire quelque chose dans ce domaine. Il pourrait marquer des points et nous aider à exporter nos produits à l'étranger.

On peut dire la même chose à propos du Japon. Le Japon tient beaucoup à importer certains produits agricoles canadiens. Nous savons que les Japonais ont l'esprit de compétition très développé, qu'ils sont ambitieux et travailleurs, et nous le reconnaissons, mais ils sont également d'habiles négociateurs et ils essaient d'obtenir le meilleur prix possible pour leurs produits. Le Japon est tout disposé à nous acheter du colza brut mais il montre peu d'empressément à nous acheter de l'huile de colza. En achetant du colza brut, les Japonais font tourner leurs huileries. La valeur du colza brut est à peu près dix fois moindre que celle de l'huile de colza. Autrement dit, les Japonais nous achètent environ dix fois plus de colza brut que d'huile raffinée. Bien sûr, ils veulent acheter du colza brut pour donner du travail aux ouvriers des huileries japonaises. Mais pendant ce temps, les employés des huileries canadiennes restent inactifs. Si le gouvernement veut vraiment accroître nos exportations agricoles, c'est un des domaines où il y a des choses à faire.

● (2040)

Nous nous demandons pourquoi le gouvernement veut se mêler directement de commerce. Par ailleurs, compte tenu de la nature des gouvernements, on se demande pourquoi il est souhaitable que les gouvernements se mêlent de quelque chose. A mesure que les gouvernements grandissent, les électeurs ont de moins en moins d'emprise sur eux. Pour régler un grand nombre de questions, on demande simplement aux députés de voter. La création d'une autre société de la Couronne est de nature à nous compliquer davantage la tâche qui est de veiller